

L'ACTIVITÉ CONTRIBUTIVE, LE MOTEUR CACHÉ DU SPORT FRANÇAIS

Alors que le CNOSF accélère sa feuille de route 2024-2028 et que les données post-Paris 2024 révèlent l'ampleur du travail invisible réalisé par les bénévoles, une nouvelle approche s'impose : reconnaître l'« activité contributive », cet ensemble d'efforts non rémunérés qui permet au système sportif français de fonctionner au quotidien. Depuis quelques semaines, le secteur tente enfin de mesurer, valoriser et protéger cette ressource stratégique. Éclairage.



© Tous droits réservés

Thierry Boué

L'écosystème sportif français repose historiquement sur une base bénévole massive. En 2024, plus de 15,5 millions de Français déclaraient s'engager dans une activité bénévole, tous secteurs confondus, dont environ 3,5 millions dans les associations sportives. Mais au-delà du bénévolat visible, l'analyse initiée par le Think Tank Initiative Contributive et relayée par Thierry Boué, Membre de la commission Bénévolat Emploi Formation et Féminisation au CNOSF, a mis en lumière un angle mort majeur : l'ensemble des tâches productives réalisées par les individus sans contrepartie financière, mais indispensables au fonctionnement du sport.

UNE RICHESSE ÉCONOMIQUE LONGTEMPS SOUS-ESTIMÉE

Cette activité contributive inclut l'animation des clubs, l'investissement des familles, la mobilisation des joueurs, les tâches administratives informelles, le soutien logistique lors des compétitions, l'aide aux transports, la communication interne, ou encore le temps passé à la gouvernance associative. Autant d'actions rarement comptabilisées, mais dont la valeur socio-économique est considérable.

L'Observatoire de l'Économie du Sport, le CDES (2018), la BPCE (rapport déc. 2025) et plusieurs études européennes convergent : appliquée au périmètre sportif français, cette contribution représenterait entre 7 et 14 milliards d'euros de valeur économique annuelle, en intégrant le volume horaire déclaré, le travail non formel et l'équivalent monétaire de ces activités.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 en ont fourni une démonstration spectaculaire : plus de 41 000 volontaires ont été nécessaires au succès opérationnel de l'événement,

dépassant largement les projections initiales. Or, ces chiffres ne reflètent qu'une partie du phénomène. Ils ne comptabilisent ni la préparation en amont dans les clubs, ni les milliers d'acteurs mobilisés dans les territoires pour faire vivre les infrastructures, accueillir les délégations, ajuster les plannings, ou encore assurer la transmission au sein des fédérations. Au total, l'estimation symbolique réalisée par le Think Tank Initiative contributive a montré qu'il y a eu plus de 515 000 contributeurs identifiés, soit 16 millions d'heures de travail (10 330 ETP). C'est précisément pour cela que le Think Tank encourage désormais à dépasser la notion de bénévolat - trop étroite - pour adopter celle de contribution, plus inclusive et plus fidèle à la réalité du système.

VERS UNE STRATÉGIE NATIONALE DE VALORISATION

L'enjeu dépasse la simple reconnaissance symbolique. La France traverse depuis 2022 une érosion continue de l'engagement bénévole structuré : vieillissement des encadrants, poids administratif croissant, complexification réglementaire et transformation des usages de l'engagement. Selon les indicateurs consolidés par l'INJEP en 2025, près d'un tiers des dirigeants associatifs considéraient la pérennité de leur structure « fragilisée » par la difficulté à renouveler leurs volontaires.

Face à cette mutation, le CNOSF a lancé une feuille de route articulée autour de la visibilité, de la formation et de la protection des parcours bénévoles. Elle rejoint les propositions de l'Initiative Contributive, qui plaide pour une évaluation quantitative et qualitative de l'activité contributive. Cela suppose d'intégrer plusieurs dimensions : le temps passé réellement, les compétences mobilisées, la valeur de remplacement si ces tâches devaient être externalisées, l'apport social sur les

territoires, mais aussi les externalités positives sur la cohésion, la santé ou l'attractivité locale.

Le sujet se structure progressivement : plusieurs fédérations pilotes ont engagé des audits internes depuis 2025 afin de quantifier leurs besoins réels. Les premières estimations montrent des écarts significatifs entre les heures officiellement recensées et les heures effectivement nécessaires au fonctionnement opérationnel. Dans certains sports collectifs amateurs, l'activité contributive représenterait jusqu'à 70 % du volume de travail total d'un club sur une saison complète.

L'enjeu financier est tout aussi structurant. En 2024, l'économie du sport pesait 2,7 % du PIB national, soit plus de 78 milliards d'euros. Mais cette contribution repose sur une architecture humaine dont la valeur n'a jamais été pleinement intégrée dans les modèles économiques. À l'heure où les fédérations cherchent à sécuriser leur modèle de financement et à accompagner la montée en puissance des nouveaux publics, l'intégration de cette ressource invisible devient un chantier stratégique.

L'ambition portée aujourd'hui est claire : bâtir, d'ici 2028, un cadre national permettant de me-

surer cette valeur, d'en optimiser la gestion et de renforcer sa reconnaissance institutionnelle. Cela pourrait notamment passer par la certification des parcours bénévoles, la création de dispositifs d'appui, ou encore l'intégration de ces données dans les politiques publiques sportives et territoriales.

Alain Jouve avec Thierry Boué

L'ACTIVITÉ CONTRIBUTIVE EN TROIS CHIFFRES CLÉS

La montée en puissance de la notion d'activité contributive redéfinit la compréhension du fonctionnement réel du sport français. Si le bénévolat constitue la partie visible de l'engagement, les données consolidées entre 2024 et 2026 montrent que la contribution informelle représente une valeur économique et organisationnelle bien plus large.

Selon les estimations croisées et des travaux menés autour des JOP de Paris 2024, plus de

16 millions d'heures de travail invisible réalisées au sein du mouvement sportif (SOP, collectivités labellisées Terre de Jeux, Journées Olympiques et Paralympiques ...). Rapporté à un équivalent salarial moyen, ce volume représente plus de 403 millions d'euros de valeur économique), un montant qui dépasse le budget annuel de nombreuses fédérations réunies.

À l'échelle individuelle, un dirigeant associatif consacre en moyenne 5 à 7 heures

par semaine à des tâches non rémunérées : gestion administrative, communication, déplacements, coordination, logistique d'événement, accompagnement des jeunes. C'est cette accumulation de micro-tâches, souvent ignorées des statistiques traditionnelles, qui compose le socle indispensable sur lequel repose le sport français contemporain.

L'Activité Contributive Sportive : Le Moteur Invisible de nos Territoires

LE CONSTAT : UNE RICHESSE IGNORÉE



Activité Contributive : Bien Plus que du Bénévolat

Elle inclut les familles, athlètes, et initiatives qui font fonctionner le sport au quotidien.



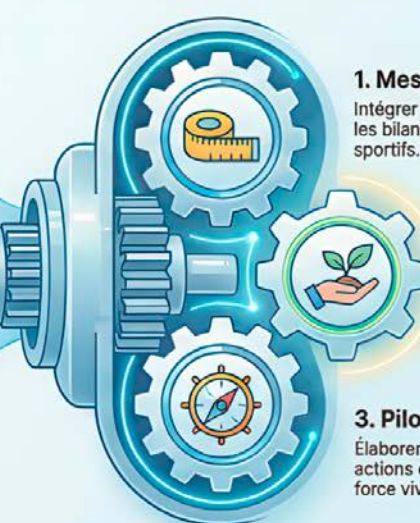
L'Exemple Révélateur d'une Valeur de 403 M€
515 000 contributeurs ont généré 9% du budget, l'équivalent du premier sponsor.



Une Ressource Vitale, mais pas Inépuisable

Sans reconnaissance ni soutien, cet engagement risque l'épuisement et la précarisation.

LE PLAIDOYER : NOTRE STRATÉGIE EN 3 AXES



1. Mesurer pour Reconnaître

Intégrer des indicateurs officiels dans les bilans des grands événements sportifs.

2. Soutenir pour Pérenniser

Expérimenter des dispositifs de soutien (VAE, sécurisation) pour rendre l'engagement plus inclusif.

3. Piloter pour l'Avenir

Élaborer un 'livre blanc' proposant des actions concrètes pour valoriser cette force vive.

“Le bonheur des bénévoles ne justifie pas qu'on ignore la valeur réelle de leur contribution.”

- Cesser d'utiliser leur satisfaction comme prétexte pour ne pas comptabiliser leur apport.